

L'Italie en 2030



Démographie et développement

Davantage frappée par le vieillissement que le reste de l'Europe, la population italienne décline, tandis que le poids des retraités sur les finances du pays aggrave le déficit et conduit à une grave crise financière qui pourrait avoir des conséquences autrement plus graves sur la zone euro toute entière que la crise grecque de 2015.

La crise climatique qui affecte plus particulièrement le Mezzogiorno (sud de la botte), non seulement creuse le fossé économique déjà très important entre le nord et le sud de l'Italie, mais favorise surtout des flux migratoires du sud vers le nord, ce qui provoque des tensions entre les deux pôles du pays.

Dans le sud, le taux de chômage explose (30 %), en particulier dans le secteur agricole atteint par la désertification, et dans le secteur touristique en raison des chaleurs estivales insupportables.

Vie politique

La coalition d'extrême-droite menée par la première ministre Giorgia Meloni est toujours au pouvoir. Au sein de la coalition, la Ligue (ancienne Ligue du Nord de Matteo Salvini) a retrouvé ses inclinations séparatistes et fait maintenant jeu égal avec *Fratelli d'Italia*, le parti de Meloni.

En réaction, le sud vote davantage pour le Mouvement Cinq Etoiles, et dans une moindre mesure pour le Parti démocrate (gauche) qui est fort surtout dans les grandes métropoles comme Rome, Milan, Naples, Turin, Bologne, Florence...

Dans un contexte de crise climatique exacerbé, *I Verdi*, le parti écologiste, connaît aussi quelques succès, en particulier dans les régions alpines au nord et dans les métropoles du sud.

Relations internationales

Comme l'Italie est de nouveau « l'homme malade de l'Europe », les membres « frugaux » de l'Union européenne (les Pays-Bas, l'Autriche, le Danemark, la Suède, la Finlande et, dans une moindre mesure, l'Allemagne) refusent d'accorder de nouveaux prêts à l'Italie et exigent des mesures drastiques comparables à ce que la troïka (Commission européenne, BCE, FMI) avait imposé en son temps à la Grèce. Cette situation favorise l'euroscpticisme et les réflexes nationalistes, bénéficient à la coalition d'extrême-droite au pouvoir, mais divise aussi les partis populistes au sein du Parlement européen. Les désaccords se focalisent en particulier sur l'application du Pacte de l'UE sur la migration et l'asile pourtant adopté le 14 mai 2024. Dans ce contexte, l'Italie refuse d'appliquer le droit d'asile et rejette la Convention de Genève. Les traversées de la Méditerranée par les migrants n'ont jamais été aussi meurtrières.

L'Italie sort en 2029 du Partenariat euroméditerranéen qui avait été relancé en 2025 pour coordonner les efforts de sauvegarde du milieu maritime et coopérer dans la lutte contre la désertification, mais signe des accords militaires avec le président tunisien Kaïs Saïed et avec le maréchal Khalifa Haftar qui a finalement réuni la Libye par la force, deux régimes dictatoriaux proches de la Russie.

Le soutien de l'Italie à l'Ukraine est de moins en moins ferme, et, en 2028, une rencontre au Caire entre Meloni et Poutine sous prétexte d'œuvrer pour la paix fait scandale dans les milieux européens.